

Québec solidaire à la recherche d'un second souffle

Les instances locales et régionales de Québec solidaire en sont à discuter et à prendre un premier vote sur les propositions des instances nationales pour le congrès du début mai 2013. Stratégie d'alliance et choix d'un porte-parole homme en seront sans doute les points d'orgue. Traversés par l'éventualité d'une prochaine campagne électorale, les débats ne peuvent faire autrement que de tenir compte de sondages qui, étant donné l'effet de l'urne dû au « vote utile » amplifié par le système uninominal à un tour, démontrent une stagnation, malgré une gouvernance péquiste nettement à droite de sa plate-forme électorale, et surtout une montée d'Option nationale lequel a réuni mille personnes à son dernier congrès. Pour mieux comprendre les débats au sein de Québec solidaire — lesquels n'ont rien à voir avec ceux fabriqués par Presse-toi-à-gauche à propos de l'Assemblée constituante afin de sauver des eaux cette stratégie cul-de-sac — on s'appuiera, sans s'y limiter, sur les riches débats réels de l'assemblée générale de la circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve, une circonscription prenable et la troisième en termes de nombre de membres après celles de Mercier et de Gouin. Ces débats méritent, en toute transparence, d'être portés à l'attention de tout le parti, de son électorat et du large public.

Les quatre candidats avaient été invités à faire une présentation qui n'eut pas lieu, faute d'acceptation de l'invitation, sauf celle, évidemment, du porte-parole de la circonscription et candidat désigné pour les prochaines élections. Si on se fie aux blogues et présentations web, on remarque que deux candidatures ressortent soit celle d'Andrès Fontecilla et celle d'Alexandre Leduc. Le second, permanent syndical se présentant comme candidat de la jeunesse, insiste sur la question de la souveraineté et sur celle de la construction électorale du parti. Le premier, issu du milieu de la solidarité internationale et travailleur communautaire, souligne l'importance de la démocratie interne et celle des campagnes politiques. En virant les coins rond, on peut parler du candidat du parti de la rue pour le premier et du candidat du parti des urnes pour le second. On l'a spécialement noté à la rencontre de Québec entre les candidats, lors de la partie improvisée proprement débat suite, au moment de la pause, aux protestations de la salle qui en avait assez des monologues sur des sujets différents ne permettant pas les différenciations. À la question clef à propos des alliances, venue de la salle, les deux candidats principaux se sont prononcés clairement contre, le premier pour des raisons avant tout de contradictoires projets de société, Option nationale compris, le second surtout pour en finir avec cet apparent préjugé favorable au PQ afin de contrer efficacement le « vote stratégique ».

L'assemblée générale d'Hochelaga-Maisonneuve a d'ailleurs chaudement débattu à propos des alliances. À une écrasante majorité, sauf quelques membres favorisant la grande alliance souverainiste, l'assemblée a voté pour une option trois non présente dans le Cahier de résolutions, soit le rejet de toute alliance. Les membres portés sur le parti de la rue l'ont fait surtout par incompatibilité programmatique, ceux et celles privilégiant le parti des urnes par une volonté de se démarquer du principal (et secondaire) adversaire politique qui martèle la nécessité du vote utile. L'assemblée a été sensible à la question du rapport avec les mouvements sociaux, question non présente dans le Cahier de résolutions. Après avoir refusé de modifier le troisième objectif de la campagne électorale (« ...un parti apte à gouverner ») et avoir atténué la formulation originale qui parlait de grève sociale, elle a ajouté un cinquième but : « *expliquer la nécessité d'un mouvement social fort pour avoir le rapport de force afin de pouvoir implanter une politique antilibérale.* » Malheureusement, l'assemblée a ensuite refusé par la peau des dents la proposition d'une alliance avec les mouvements sociaux, soit :

« Québec solidaire proposera une entente aux diverses composantes du mouvement social sur la base de notre programme et de leurs revendications afin de mobiliser leurs membres dans notre campagne électorale et, une fois au pouvoir, d'avoir le rapport de force pour implanter le programme commun. »

Un malaise qui m'appartient, semble-t-il, car non partagé par mes camarades de l'assemblée générale d'Hochelaga-Maisonneuve : les deux candidats principaux se présentent aux prochaines élections dans des circonscriptions prioritaires (Hochelaga-Maisonneuve et Laurier-Dorion). À mon avis, le/la non-élu-e président-e et porte-parole, homme ou femme, devrait essentiellement se

consacrer à la construction du parti, surtout à son aspect parti de la rue, au point d'en être perçu publiquement, à titre égal à l'autre porte-parole, comme le visage médiatique. De plus, une éventuelle élection à l'Assemblée nationale non seulement obligera à tout recommencer mais surtout donnera l'impression que le poste de porte-parole non élu ne sert que de tremplin vers l'Assemblée nationale. On m'a fait des objections relevant du pragmatisme et d'une conception électoraliste du parti : le nouveau porte-parole, comme employé à plein temps, aurait le temps d'être aussi candidat électoral et tant mieux si sa fonction de porte-parole lui donne de la visibilité car, à cette étape du développement du parti, il nous faut plus de députés, m'a-t-on dit. À bien y penser, on a toujours besoin de davantage de députés, pour conquérir la majorité ou la garder... et on n'a jamais assez de temps pour construire un parti de la rue. Il ne s'agit pas seulement d'avoir un bon comité de mobilisation, un journal et une production régulière de tracts, ce qui n'est pas rien, mais surtout de restructurer le parti en fonction autant de l'interface avec le mouvement social que pour les élections, de créer une culture de débats, de prise de décision décentralisée autant que faire se peut, de communication horizontale et de contrôle/dialogue plus serrée de la direction nationale par la base.

Suffirait-il, cependant, de rejeter l'alliance avec les partis néolibéraux, souverainistes ou non, et de lui substituer une alliance avec les mouvements syndicaux et populaires, puis de remodeler le parti pour qu'il puisse agir en synergie avec le mouvement social ? À quoi bon se doter d'une super organisation bien articulée à la mouvance sociale qui se contenterait de lisser les politiques néolibérales quitte à se doter d'un discours électoral qui se démarque à peine du PQ et d'Option nationale (Mon article, [Sortir, de toute urgence, la campagne de Québec solidaire de l'ornière péquiste](#), Presse-toi-à-gauche, 6/08/12) et à mettre sous le boisseau les quelques aspérités antilibérales de sa plate-forme (Mon article, [Québec solidaire ne s'oppose pas à l'extraction pétrolière](#), 26/03/13) ? En ces temps de polarisation sociale, de crise économique qui nous souffle dans le cou à partir de l'Europe, de crise écologique qui multiplie les phénomènes extrêmes, le peuple de gauche est de plus en plus à la recherche d'une rupture antilibérale si ce n'est anticapitaliste. Il cherche un parti alternatif et non plus un parti de l'alternance comme l'est le PQ à la tête du gouvernement ou le serait Option nationale au Québec, le NPD au Manitoba et en Nouvelle-Écosse et qui le serait à Ottawa, le Parti socialiste en France, comme le PSOE l'a été en Espagne et le PASOK en Grèce.

Même les partis néolibéraux l'ont compris, qui doivent substituer à une politique alternative qu'ils rejettent, une opération de marketing électoral qui en met plein les yeux avant de se dégonfler. Les Libéraux ont carburé au Plan Nord, la CAQ carburera peut-être au Plan St-Laurent, Option nationale se proclame le champion de l'indépendance. Même le PQ se réclame de la gouvernance souverainiste et de l'indépendance énergétique. Quant à Québec solidaire, il est « debout ». Pourquoi donc ? Pour le pays... comme le PQ ; pour les transports électrique... comme le PQ ; pour les ressources naturelles... comme le PQ ; pour des retraites dignes... comme le PQ ; pour une éducation gratuite... ouf ! Alors l'Assemblée constituante dans laquelle Québec solidaire défendra l'option souverainiste ? Un peuple ne se met pas en marche pour du bidon au contenu inconnu. Les peuples vénézuélien et bolivien se sont soulevés pour leur deuxième indépendance contre l'impérialisme afin de nationaliser leurs importantes ressources naturelles, d'en radicalement redistribuer la rente, de libérer leurs majoritaires peuples de couleur et indigènes, ce qu'ensuite leur assemblées constituantes sont venues habillées, plutôt mal que bien, tout en contribuant à arrêter le mouvement avant son terme.

Voilà où aboutit la social-libéralisation du néolibéralisme. On est contre la privatisation mais pour les PME, donc pour les garderies privées et les subventions aux entreprises privées pour des fins écologiques et de transformation des ressources. On se dit écologiste mais on ne s'oppose plus à l'extraction du pétrole dans le Golfe — on attend la critique du nouveau collectif écosocialiste. On est contre la pauvreté mais pour l'économie sociale, soit l'économie des pauvres par les pauvres à des salaires de pauvre. Au moins si on se proposait comme le parti du plein emploi écologique ou de la gratuité (de l'éducation, de la santé y compris les soins dentaires et oculaires, des garderies, du transport public, de l'électricité de base, de l'Internet à large bande), ou encore de l'indépendance pour taxer — et pourquoi pas exproprier — les banques et pour sauver la langue. Comme disait Danton face à l'envahisseur, « *Il faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de*

l'audace ». Québec solidaire en manque cruellement. Telle est la rançon de cet électoralisme qui coupe sans cesse ce qui était au départ le meilleur vin.

Marc Bonhomme, 29 mars 2013

bonmarc@videotron.ca ; www.marcbonhomme.com